

Pour le service à 6 mois et les droits démocratiques

TROIS MOIS DE LUTTE DANS LES CASERNES

JEAN LOUIS MICHEL et VERVEINE ANGELI

La pétition pour les six mois et les droits démocratiques

Caractère normal : plus de 5 signatures
Caractère gras : plus de 50 signatures

1^{re} région militaire :

1. ESMAT Châteauroux
2. 1^{er} RAMA Montlhéry
3. RMT Montlhéry
4. BA 702 Avord
5. BA 705 Tours
6. 5^e RG Versailles
7. 2^e RCS Versailles (166)
8. ENSOSSAT Orléans
9. BA 123 Orléans
10. 58^e RT Maisons-Laffitte
11. 2^e RH Sourdun
12. BA 104 Le Bourget
13. 76^e RI Vincennes

2^e région militaire :

1. 67^e RI Soissons
2. 71^e RG Oissel
3. 39^e RI Rouen
4. 3^e RAMA Vernon
5. BA 105 Evreux
6. 12^e RCS Evreux
7. 41^e RT Senlis
8. GMR 2 Lille
9. 43^e RI Lille
10. 8^e RI Noyon
11. BA 922 Doullens
12. 8^e RCS Amiens
13. 517^e RT Laon
14. 40^e RA Laon
15. 51^e Compiègne
16. 94^e RI Sissonne

3^e région militaire

1. 9^e RCS Dinan
2. 41^e RI Châteaulin
3. Ecole de St Cyr-Coëtquidan
4. 3^e RIMA à Vannes
5. RAMA à Vannes
6. 2^e RIMA Le Mans
7. 38^e RT Laval
8. Garnison navale de Brest
9. Garnison navale de Landivisiau

I L y a un an, l'armée représentait une inconnue dans l'équation de la situation politique. elle se résumait à peu près à cette interrogation : qu'allait-il se passer ? Bien sûr, à la veille de l'échéance électorale, le mouvement des soldats, à travers l'appel à « battre Giscard » de quelque cent-cinquante appelés membres des comités de soldats, avait fait entendre sa voix et c'était décisif ; mais pour courageuse et significative qu'ait été l'initiative, elle ne traduisait par la force des choses qu'imparfaitement l'état d'esprit du contingent. Les soldats, comme une grande majorité de jeunes, votèrent massivement contre Giscard, donc pour Mitterrand. Cela ne fait aucun doute mais il restait à faire la preuve à travers la lutte de masse dans les bases et les casernes que les soldats étaient prêts à aller beaucoup plus loin, au lendemain de la victoire électorale des forces se réclamant de la classe ouvrière.

A ce premier niveau, la campagne de masse en cours pour le service militaire à six mois comme promis représente un test difficilement contestable de la combativité des soldats du rang, qui restent très nettement majoritaires dans l'armée française. Le contingent, formé d'appelés — 260 000 hommes — représente à lui seul 47,2 % du total des effectifs militaires, il convient d'y ajouter les jeunes sous contrats courts, engagés plus par nécessité que par vocation pour l'écrasante majorité d'entre eux. Les 5000 signatures qui figurent à ce jour sous la pétition pour les 6 mois et les droits démocratiques dans les armées attestent de l'ampleur sans précédent de la mobilisation en cours. La comparaison avec les grandes mobilisations de soldats que furent l'Appel des cent en 1974-1975 et la campagne de permissions régulières transports gratuits en 1977-1978-1979, le montre suffisamment (voir

tableaux du nombre de signataires et de leur répartition par unités et régions militaires).

Plus de deux-cents unités « touchées » dans les trois armes, terre, air, mer : jamais l'armée française n'avait connu pareille contagion. Si la sixième région militaire — l'est de la France — et les FFA (forces françaises stationnées en République fédérale allemande) fournissent à elles seules plus de 50 % des signataires, on a aussi massivement signé à Brest, à Toulon, à Lille, à Lyon, à Rouen, etc. Au nombre des garnisons où la pétition a rencontré le plus grand écho de masse, il faut compter la plupart de celles d'outre-Rhin, y compris Berlin ; cela tend à prouver que les mesures décidées par Charles Hernu à l'automne, principalement en faveur des appelés effectuant leur service militaire en Allemagne, sont vraiment jugées très insuffisantes par la masse des soldats. Phénomène nouveau également, le nombre de signatures en provenance des unités réputées les plus dures de l'armée française, là où la professionnalisation engagée par Giscard a le plus souvent pourtant marginalisé les appelés. Le cas du 13^e régiment de dragons parachutistes de Dieuze, à côté de Nancy, qui effectuait il n'y a pas si longtemps des missions de renseignement pour le compte du SDECE et où les recrues sont triées sur le volet, illustre parmi d'autres régiments de paras ou de marsouins (infanterie de marine) la profondeur de la mobilisation.

En ce sens, il faut parler d'une mobilisation de masse unitaire de la jeunesse sous les drapeaux à l'occasion de cette campagne. Des milliers de jeunes, aux origines très diverses, ont ainsi pu faire leur première expérience de lutte, sans y être forcément préparés, mais en apprenant très vite dans l'action à distinguer où sont leurs intérêts de classe, aux côtés des

10. Garnison navale de Lorient
11. EAM Paimpol
12. 3^e RC Saumur
13. 6^e RG Angers

4^e région militaire

1. 61^e BMGL Larzac
2. 37^e GC Larzac
3. CFM Hourtin
4. BA 118 Mont-de-Marsan
5. 20^e RA Poitiers
6. 31^e RG Castelsarrazin
7. 126^e RI Brive

5^e région militaire

1. 4^e RCH La Valbonne (122)
2. 4^e RG La Valbonne
3. BA 200 Apt
4. 60^e RA Canjuers
5. 7^e RG Avignon
6. EAA Draguignan
7. 19^e RA Draguignan
8. Camp de Carpiagne
9. 11^e RC Carpiagne
10. Garnison d'Hyères
11. Garnison de Nîmes
12. 401^e RA Nîmes
13. Garnison navale de Toulon
14. 11^e BCA Barcelonnette
15. 99^e RI Sathonay
16. Garnison de Varcès
17. 75^e RI Valence

6^e région militaire

1. BA 102 Dijon
2. 602^e RCR Dijon
3. 511^e RT Auxonne
4. 19^e RG Besançon
5. 35^e RI Belfort
6. 74^e RA Belfort
7. BA 116 Luxeuil
8. 1^{er} RD Lure
9. 403^e RA Chaumont
10. BA 914 Romilly
11. 32^e GC Mailly
12. 40^e RA Suippes
13. 53 CTRG Suippes
14. L5^e RA Suippes
15. BA 112 Reims
16. 1^{er} GC Reims
17. 4^e RD Mourmelon
18. 503^e RCC Mourmelon
19. 34^e RG Epernay
20. 10^e RCS Châlons-sur-Marne
21. 402^e RA Châlons-sur-Marne
22. BA 113 St. Dizier
23. 610^e GAM St Eullien
24. 3^e GSALAT Etain
25. 3^e RHC Etain
26. 8^e RA Commercy
27. 54^e RA Verdun
28. 2^e RCH Verdun
29. 150^e RI Verdun
30. 15^e RGA Toul
31. 516^e RT Toul
32. BA 136 Toul
33. 54^e RT Nancy
34. 4^e RCS Nancy
35. BA 133 Nancy
36. 61^e RA Morhange
37. 13^e RDP Dieuze
38. 3^e RC Luneville
39. 30^e GC Luneville
40. 4^e RC Bitche
41. 151^e RI Metz
42. BA 128 Metz
43. GMRG Metz
44. 2^e RG Metz
45. 43^e RT Metz
46. 16^e GC Sarrebourg
47. 40^e RT Sarrebourg
48. 3^e RG Charleville- Mezières

travailleurs, contre « *les ennemis du changement* », les patrons capitalistes, les hommes politiques et les généraux qui les servent. La campagne actuelle est l'un des meilleurs facteurs d'accentuation des clivages de classes au sein de l'institution. Elle permet de politiser le rejet massif du militarisme qui existe parmi les jeunes et que l'on a trop souvent tendance à sous-estimer en ne retenant que le consensus politique autour de l'armée bourgeoise qui unit les grands partis politiques, de la droite au PC et au PS. Pour la seule année 1980, par exemple, on a enregistré dans les armées, selon les sources officielles, pas moins de 4627 désertions auxquelles il faut ajouter près de 1900 cas d'in-soumission.

La jonction avec l'extérieur

Le problème du relais dans la jeunesse « civile » et dans la classe ouvrière d'une mobilisation des soldats quelle qu'elle soit représente toujours une difficulté objective. Il n'y a en effet de concordance parfaite des rythmes de mobilisation de la classe ouvrière et des travailleurs sous l'uniforme que dans des situations exceptionnelles. De la synchronisation de ces rythmes naissent d'ailleurs en général les processus de décomposition de l'appareil militaire bourgeois, incapable de faire face sur deux fronts à la fois dès lors que la classe ouvrière s'est dotée des moyens d'affirmer sa force et de conduire ses luttes de manière centralisée.

Lorsque le mouvement des soldats surgit sur la scène politique avec l'Appel des cent en 1974, il se heurta rapidement aux limites que constituait l'absence de liens stables avec les grandes organisations syndicales. Des mois durant, l'on discuta à l'époque de la perspective d'assises nationales du mouvement qui ne virent jamais le jour parce que les points d'appui, les relais dans le mouvement syndical, notamment, faisaient défaut. De fait, la bataille permanente pour tisser des liens durables avec l'extérieur, les raffermir, les développer, est depuis devenu une préoccupation constante au sein des casernes. Elle découle de l'expérience jamais démentie que sans les civils on ne peut rien faire de solide, et gagner sur les revendications. En 1977, c'est symboliquement que, de la bourse du travail à Lyon, la coordination des comités de soldats de la région Rhône-Alpes lança la pétition pour

les permissions régulières et les transports gratuits. Afin de bien affirmer à la face du pouvoir l'existence de ces liens permanents entre le mouvement des soldats et le mouvement ouvrier. La campagne actuelle s'est développée sur la base de cette tradition, mais dans une situation politique nouvelle qui exige plus qu'auparavant.

Tant qu'elles étaient dans l'opposition les directions socialiste, communiste et syndicales pouvaient se permettre de cautionner les luttes au sein des casernes tout en refusant les perspectives de centralisation. Ainsi, la CGT comme la CFDT, le PC comme le PS apportèrent bien souvent un soutien local aux initiatives des soldats, mais leurs fermèrent la porte au nez dès que leurs actions débouchaient dans un cadre central, national. Depuis le 21 mai, les dirigeants réformistes sont « aux affaires » et craignent par-dessus tout les mobilisations de soldats qui pourraient échapper à leur contrôle. C'est pourquoi le mouvement des soldats ne peut pas s'en remettre aux seules relations traditionnelles qu'il a avec le mouvement syndical localement ou régionalement ; il lui faut, tout en systématisant ces liens, s'efforcer de construire un rapport de forces de masse dans l'activité de solidarité à l'extérieur des casernes. Ce rapport de forces, et lui seul, peut contraindre durablement les bureaucraties syndicales et politiques à accompagner le mouvement pour ne pas avoir à payer un prix trop élevé pour leur renoncement, voire leur trahison.

L'intérêt que manifesta très tôt le mouvement des soldats pour la campagne civile autour de l'Appel de Caen exigeant que la promesse de Mitterrand de réduire le service à six mois soit tenue, s'explique ainsi. En effet, pour la première fois apparaissaient la possibilité de construire un rapport de forces s'appuyant à la fois sur les mobilisations à l'intérieur et à l'extérieur des casernes. Les premiers succès de cet appel, le nombre de signatures recueillies — 80 000 —, la tenue d'une manifestation de masse à Paris le 13 novembre à l'occasion du débat à l'Assemblée sur le budget militaire, ouvraient un champ de perspectives considérable.

Malheureusement, cette mobilisation civile avait aussi de grandes faiblesses. L'absence d'une structuration réelle en comités de masse locaux rendait aléatoire une campagne de longue haleine avec ses succès et ses difficultés. Les jeunes mobilisés étaient en grande majorité des étu-

dians et des lycéens, l'absence d'organisation hypothéquant la jonction durable indispensable avec la jeunesse ouvrière. Enfin, le mouvement des soldats lui-même ne pesa de tout son poids que tardivement, lors de la coordination nationale des comités « 6 mois comme promis » du 12 décembre, montrant ainsi aux jeunes qui y participaient quels étaient les enjeux centraux de cette campagne dans la situation politique. Ce sont toutes ces faiblesses qui ne permirent pas à la campagne civile de trouver un second souffle lorsque la mobilisation au sein des casernes perça comme un fait politique important, au lendemain de la première conférence de presse des soldats, le 13 février. Il en résulta une situation dangereuse pour le mouvement des soldats : doté pour la première fois de son histoire d'une instance de centralisation nationale (le collectif de campagne des soldats) il bénéficia dans un premier temps d'un soutien très large de la part du mouvement ouvrier et démocratique (CFDT, FEN, FO, UNEF ID, PSU, LCR, PCI, LCR, Ligue des droits de l'homme, Libre pensée, notamment) qu'aucune mobilisation de masse civile ne pouvait relayer et donc garantir durablement.

Le lâchage des directions réformistes

Aujourd'hui, la campagne dans les unités ne se développe que sur la seule base de la combativité du contingent, sans l'aide précieuse d'une mobilisation de masse de toute la jeunesse aux côtés des soldats. C'est une des raisons principales qui ont permis à la direction de la CFDT de revenir brutalement sur le soutien accordé par de nombreuses instances CFDT au collectif de campagne, sous prétexte de l'influence qu'aurait la LCR dans le collectif de campagne et au nom de « ses liens privilégiés avec IDS » (Information pour les droits du soldat). IDS assume ainsi son triste rôle de faire-valoir de la bureaucratie cédétiste. Lors de la réunion de son collectif national du 28 mars, IDS portait, en effet, l'appréciation suivante : « L'appel pour les six mois comme promis a un point de vue réducteur de la question. Ainsi, ne se prononçant que de façon générale sur les droits démocratiques, et la réduction du service national, il place le mouvement des soldats en position d'attentisme vis-à-vis du gouvernement. Alors qu'à des

moments donnés, le mouvement des soldats avait pu de façon unitaire autour de pétitions — Appel des cent en 1974, transports gratuits en 1977-78 — développer un mouvement de protestation qui donnait une perspective centrale à l'existence des comités ; aujourd'hui, le seul cadre d'une pétition est bien trop étroit par rapport à la situation. Cependant, localement, la pétition peut constituer un vecteur de cristallisation d'une activité de masse. Ainsi, malgré le cadre érigé fixé par les initiateurs de cette pétition, des soldats ont pu se regrouper en dépassant ce cadre et poser les jalons d'une activité concrète de masse dans les casernes. L'écho rencontré par cette pétition montre, à sa manière, le mécontentement qui gronde dans les casernes, en attente du changement. Détourner ce mécontentement pour n'offrir qu'un cadre pétitionnaire revient à enfermer dans une impasse inactive de guerre de tranchées avec le gouvernement les soldats. » Ajoutons qu'alors que les soldats se battent par milliers autour de la pétition nationale, IDS — et avec elle la CFDT — préfèrent une autre perspective que l'on n'ose pas dire d'action « une réflexion sur le service national que nous voulons, sera l'objet d'un colloque, qui donnera ces éléments concrets pour une réduction et une transformation du service »... le 12 juin prochain.

L'attitude la CFDT est au plus haut point significative car elle illustre bien le changement de politique des directions réformistes en matière de soutien aux soldats. Le PS, par la voix de son comité directeur, s'est pour sa part ému du manque de pédagogie, de l'insuffisance des explications du gouvernement pour justifier le renoncement à la promesse de Mitterrand. Promesse solennellement confirmée à l'unanimité par le congrès de Valence, faut-il le rappeler.

La CGT s'est, quant à elle, muée dans un silence obstiné, comme le PCF et les JC au niveau national. Seul le secteur « militaire » du PCF, dans une livraison récente de son bulletin *Correspondance-Armée-Nation* est monté au créneau en hurlant « à la provocation » avec les loups de la hiérarchie militaire. Au total, donc, un lâchage à peu près général de la part des bureaucraties syndicales et politiques qui ne saurait pourtant faire oublier les prises de position nombreuses de militants socialistes ou communistes, de syndicalistes CGT ou CFDT, qui refusent de suivre leurs directions sur ce terrain. C'est, en tout cas, une donnée avec laquelle le mouvement de soldats devra compter

pour s'orienter dans les prochaines semaines.

Le mouvement des soldats, pour assumer ses responsabilités, dispose d'un atout majeur : la force de la mobilisation qui a pris son essor autour de la pétition dans les bases et les casernes. Il est dans le même temps confronté à un difficile problème d'orientation, compte tenu de la non-poursuite de la campagne civile et du lâchage des bureaucraties syndicales. Frapper plus fort face aux généraux reste pourtant un impératif dans la situation, pour les soldats comme pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Quelles perspectives face aux généraux ?

La hiérarchie militaire a en effet fixé elle-même les enjeux des prochains combats autour des problèmes militaires. A la faveur d'une véritable opération de propagande montée avec le concours de *l'Express*, « l'armée parle », ou plus exactement le général Lacaze, chef d'état-major des armées, fixe ses conditions au gouvernement. Par sa bouche, les généraux expliquent en substance que s'ils n'ont pas bougé après le 10 mai, c'est que la politique suivie par Charles Hernu n'était pas différente de celle de ses prédécesseurs au ministère des Armées, rue Saint Dominique. Mais, ajoutent-ils aussitôt, nous n'admettrions pas l'inacceptable. L'inacceptable, pour ces messieurs, réside dans un double danger qu'ils s'emploient à conjurer. Premier épouvantail aux yeux de la hiérarchie militaire, le risque d'une remise en cause de la discipline réactionnaire qu'impose aux soldats l'actuel RDGA (règlement de discipline générale des armées). Les généraux craignent que la mobilisation des soldats du rang oblige Charles Hernu à revoir, comme il s'y était engagé, « tout ce qui peut apparaître comme excessivement contraignant ou inutilement rigoureux » dans ce règlement scélérate. En toute bonne logique, ils exigent une politique de répression exemplaire du mouvement des soldats, Hernu les a couverts par avance en approuvant les premières mesures de répression. Deuxième exigence de l'état-major : l'augmentation des crédits militaires de telle sorte que le budget des armées passe la

49. 1^{er} RMCA Thionville
50. BA 902 Contrexeville
51. 170^e RI Epinal
52. 18^e RT Epinal
53. 57^e RT Mulhouse
54. BA 132 Colmar
55. 152^e RI Colmar
56. 8^e RH Altkirch
57. CM 172 Strasbourg
58. BA 901 Drachenbronn
59. 68^e RA Phalsbourg
60. 9^e RG Neuf-Brisach (183)
61. BA 124 Strasbourg
62. 6^e RCS Strasbourg
63. 32^e RA Oberhoffen
64. 12^e RA Oberhoffen
65. 2^e RD Haguenau
66. 153^e RI Mutzig

FFA

1. 11^e RCH Berlin
2. 8^e GC Wittlich
3. 1^{er} RCS Trèves
4. 9^e RAMA Trèves
5. 13^e RG Trèves
6. CEC Trèves
7. 51^e RT Trèves
8. 2^e RA Landau
9. 44^e RT Landau
10. 5^e RCS Landau
11. 2^e RC Reutlingen
12. 5^e RC Kaiserslautern
13. 19^e RG Willingen
14. 2^e GC Neustadt
15. 42^e RI Offenburg
16. 11^e RA Offenburg
17. 610^e GI Offenburg
18. 50^e RT Baden
19. 20^e RT Baden
20. EOAL Baden
21. 110^e RI Donaueschingen
22. 603^e CARM Tenningen
23. 3^e RCS Freiburg
24. 53^e RT Freiburg
25. 601^e RCR Achern
26. 1^{er} RC St Wendel (120)
27. 42^e RT Rastatt
28. 52^e GRM Rastatt
29. 11^e RG Rastatt
30. 608^e CARM Rastatt
31. 32^e RG Khel
32. 34^e RA Constance
33. 12^e RC Mulheim
34. 10^e RG Spire
35. 1^{er} RS Spire
36. 3^e RH Phorzheim
37. 613^e GI
38. 1^{er} RI Saarbrück
39. 6^e RI Saarbrück
40. 24^e GC Tübingen
41. 203^e GRMCA Brisach

Petit lexique des principales abréviations

- ALAT : aviation légère de l'armée de terre
 BA : Base aérienne
 BN : Base navale
 CFM : Centre de formation maritime
 CIN : Centre d'instruction navale
 CM : Centre de mobilisation
 ERM : Etablissement régional du matériel
 GC : Groupe de chasseurs
 GI : Groupement d'instruction
 GMR : Groupement des moyens régionaux
 RA : Régiment d'artillerie
 RC : Régiment de cuirassiers
 RCC : Régiment de chars de combat
 RCH : Régiment de chasseurs
 RCR : Régiment de circulation routière
 RCS : Régiment de commandement et de soutien
 RD : Régiment de dragons
 RG : Régiment de génie
 RGA : Régiment de génie de l'air
 RH : Régiment de hussards
 RHC : Régiment d'hélicoptères de combat
 RAMA : Régiment d'artillerie de marine
 RIMA : Régiment d'infanterie de marine
 RICM : Régiment d'infanterie de chars de marine
 RPIMA : Régiment parachutiste d'infanterie de marine
 RT : Régiment de transmission
 RT : Régiment du train
 RMT : Régiment de marche du Tchad (Monthéry)
 RS : Régiment de sahariens
 BMGL : Bataillon mixte génie-légion (Larzac)
 BCA : Bataillon de chasseurs alpins

barre des 4 % du PIBm (produit intérieur brut marchand). Là, les généraux ne s'en prennent pas seulement aux soldats. Ils montent au nom de toute la droite une véritable provocation contre l'ensemble du mouvement ouvrier dans la mesure où leurs exigences budgétaires signifieraient une politique d'austérité imposée aux travailleurs pour dégager les moyens d'une augmentation massive des crédits de guerre. Partant, le gouvernement se trouve placé devant un choix crucial : céder aux exigences des généraux ou satisfaire les revendications légitimes des soldats et des travailleurs ; plus le temps passe, plus il sera difficile de se dérober.

C'est dans ce contexte que doit être appréciée la politique de Charles Hernu qui semble désormais vouloir aller au devant des exigences des généraux de droite en prenant une série de mesures qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Elles pourraient bien servir, en revanche, à justifier une proposition de budget militaire pour 1983 et une programmation budgétaire pour les années suivantes, d'un coût social et politique inacceptable pour les travailleurs. Au chapitre de ces mesures, il faut notamment relever l'augmentation de 50 % des effectifs fournis à la gendarmerie par le contingent ; l'augmentation massive des journées passées sur le terrain par les unités au profit d'un renforcement de la défense opérationnelle du territoire dont on sait qu'elle sert de prétexte à Giscard pour « quadriller » le pays contre un hypothétique « ennemi intérieur » ; un renforcement du dispositif de coopération militaire et d'assistance à plusieurs Etats africains qui perpétue la politique de domination de l'impérialisme français sur ces pays. Autant ce choix qui, parallèlement à l'offensive budgétaire de la droite et des généraux, aboutissent à une conclusion logique : le prochain débat budgétaire d'automne à l'Assemblée prendra cette année une importance particulière. Les échéances ainsi fixées, comment le mouvement des soldats et ceux qui le soutiennent dans le mouvement ouvrier peuvent-ils s'y préparer ?

Pour l'heure, le mouvement pétitionnaire à l'intérieur des casernes est toujours dans sa phase ascendante. Il a devant lui de belles réserves si l'on considère le nombre d'unités où la pétition circule et où l'on est loin d'avoir fait le plein, à tel point qu'il n'est plus utopique d'envisager l'objectif sans précédent des 10 000 signatures. La répression qu'ont essuyé

les soldats apparus à visage découvert dans les initiatives publiques du collectif de campagne, pour scandaleuse qu'elle soit, est restée limitée et n'a en rien entamé leur détermination. Le plus souvent, la récolte massive des signatures a amené les soldats les plus combattifs à prendre leurs affaires en main, à s'organiser pour faire circuler la pétition ou pour déjouer le piège de la répression. C'est un fait incontestable : le mouvement organisé des soldats sort sensiblement renforcé de cette première phase de la campagne. C'est vrai localement, cela peut l'être demain nationalement si les soldats trouvent à l'extérieur des casernes les appuis indispensables pour centraliser eux-mêmes leur lutte à un niveau supérieur à celui que peut assumer le collectif de campagne aujourd'hui. Une nouvelle étape de construction du mouvement des soldats pourrait venir à l'ordre du jour plus vite qu'on ne le pense généralement si une riposte ouvrière d'ampleur à l'austérité et au budget militaire se met en place dès la rentrée de septembre. C'est en tous cas un problème qui interpelle désormais l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques. La LCR pour sa part entend contribuer, aux côtés des JCR qui ont souvent joué un rôle important dans le déclenchement de ces mobilisations, à deux objectifs complémentaires : le développement du mouvement de masse unitaire dans les casernes autour de la pétition qu'elle soutient totalement. L'affirmation dans la jeunesse et parmi les soldats d'une alternative révolutionnaire aux atermoiements ou aux capitulations des dirigeants réformistes.